



Par ALAIN
DUHAMEL

La Grèce ou le retour de la mythologie du référendum

L'annonce d'un référendum à la veille du G20 de la semaine dernière par Georges Papandréou, alors Premier ministre de Grèce, a déclenché instantanément un énorme tohu-bohu. D'un côté, les gouvernements des principales puissances du monde, et en particulier Paris et Berlin, ont poussé des cris d'orfraie et clamé leur désarroi et leur indignation. A les entendre, donner subitement la parole au peuple grec, cela mettait en pièce sur le champ le coûteux plan de sauvetage imposé à Athènes et financé par ses partenaires. C'était déchaîner la spéculation, provoquer le chaos, menacer la survie de l'euro lui-même, peut être déclencher à l'échelle mondiale la fameuse crise systémique redoutée par tous les gouvernements. En

jouant ainsi, sans même prévenir ses partenaires, le sort de l'euro et peut-être du système monétaire et financier mondial sur un coup de dé, le très stoïque, opiniâtre et sacrificiel Georges Papandréou se métamorphosait en cavalier de l'Apocalypse porteur de destruction et de mort. La violence extrême des réactions fut telle qu'il dut rengainer en vingt-quatre heures son initiative et signer ainsi son abdication. Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Cannes retrouvèrent aussitôt leur souffle et les marchés respirèrent provisoirement un peu mieux.

Cela plongea symétriquement dans l'indignation la plus tumultueuse tous ceux qui avaient accueilli comme une divine surprise le va-tout impromptu de Georges Papandréou. Une fois de plus, les gouvernements des grandes puissances, anciennes ou émergées, avouaient donc leur peur du peuple. Alors même que la population grecque paie par de terribles épreuves le cynisme et l'impéritie de ses gouvernants successifs, on lui refusait le droit fondamental de donner son avis sur son propre destin. Ou était donc la démocratie la plus élémentaire, ou était le respect du suffrage universel ? Dans le berceau historique de la citoyenneté, on retirait le droit de vote aux électeurs, alors même qu'il s'agissait de leur avenir collectif face à la plus cruelle des crises économique et financière depuis près d'un siècle.

C'était l'aven que, aux yeux des gouvernants, la politique est une chose trop sérieuse pour qu'on la confie aux citoyens. Une crise démocratique se greffait donc sur la tornade économique. En fait, il s'agit bien entendu d'un nouvel épisode particulièrement théâtral,

symbolique, caricatural, dérangeant de la querelle éternelle entre partisans de la démocratie directe et partisans de la démocratie représentative. Les premiers, pour l'essentiel la gauche radicale, les souverainistes, l'extrême droite, certains centristes, une escouade d'écologistes et quelques socialistes, applaudissaient de toutes leurs forces l'initiative de Georges Papandréou. Leur colère après son interdiction est donc homérique : comment refuser au peuple le droit de décider de son propre destin à un moment réellement historique ? Impossible de nier le problème mais tout aussi impossible d'ignorer les arguments des partisans de la démocratie représentative, lar-

gement dominants au sein des partis de gouvernement dans toute l'Europe,

POHMOUES

à commencer par la Grèce.

En quoi un référendum serait-il intrinsèquement supérieur à des élections législatives anticipées, comme cela est désormais prévu à Athènes ? Dans les deux cas, il s'agit du suffrage universel direct. Le référendum oblige à répondre par oui ou par non à une question en l'occurrence exceptionnellement complexe, celle d'Athènes face au spectre tout proche de la faillite. C'est l'alternative la plus simplificatrice pour le problème le plus compliqué. L'avantage des élections législatives est au moins que les réponses sont aussi nombreuses et variées qu'il y a de partis. Face à une situation quasi insoluble, cela offre au minimum sinon une certitude, en tout cas un éventail de possibilités. S'il est vrai que les hommes politiques et les partis politiques grecs n'ont pas fait la démonstration de leur compétence, c'est une litote, les simples citoyens peuvent-ils faire mieux, alors que les prix Nobel d'économie s'écharpent et se désespèrent ? Prétendre le contraire, n'est-ce pas de la démagogie ? D'ailleurs, si référendum il y avait, de deux choses l'une : ou bien le oui l'emportait (même si cela semblait peu probable) et c'était prendre pour rien le risque de la crise ultime, ou bien le non était vainqueur. Dans ce cas, le plan de sauvetage était caduc et la seule solution était la faillite et sans doute le départ de la zone euro : autant dire une dévaluation massive (on parlait de 50%), l'effondrement du système bancaire grec, la fuite éperdue de tous les investisseurs, la dette de l'Etat, des entreprises et des particuliers mécaniquement et monstrueusement augmentée. C'était un choix impeccablement démocratique et un suicide collectif. Faut-il en avoir la nostalgie ?